[Prénom Nom]
[Adresse]
[Téléphone – courriel]

[Prénom Nom du parent débiteur]
[Adresse]

À [ville], le [date]

Lettre recommandée avec avis de réception
Objet : mise en demeure de payer la pension alimentaire due pour [prénom de l'enfant]

[Madame / Monsieur],

Par jugement du [date], le juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire de [ville] (RG n° [numéro]) vous a condamné(e) à me verser, au titre de votre contribution à l'entretien et à l'éducation de [prénom(s) de l'enfant / des enfants], une pension alimentaire de [montant] euros par mois et par enfant, payable d'avance avant le [jour] de chaque mois et indexée chaque année le [date] sur l'indice des prix à la consommation publié par l'INSEE.

À ce jour, les échéances suivantes restent impayées :

Échéance	Montant dû	Montant reçu	Reste dû
[mois année]	[ ] €	[ ] €	[ ] €
[mois année]	[ ] €	[ ] €	[ ] €
[mois année]	[ ] €	[ ] €	[ ] €
[mois année]	[ ] €	[ ] €	[ ] €
[mois année]	[ ] €	[ ] €	[ ] €
[mois année]	[ ] €	[ ] €	[ ] €
Total			**[total] €**

Je vous rappelle que seule une nouvelle décision du juge aux affaires familiales peut modifier ou supprimer cette pension. Une baisse de revenus ne vous autorise pas à cesser de la payer ni à en réduire le montant de votre propre initiative.

En conséquence, je vous mets en demeure de me régler la somme de [total] euros dans un délai de huit jours à compter de la réception de la présente, par virement sur le compte dont vous trouverez le RIB joint. Les échéances à venir restent dues aux dates prévues par le jugement. Conformément à l'article 1231-6 du Code civil, cette somme porte intérêts au taux légal à compter de la présente mise en demeure.

À défaut de paiement dans ce délai, je saisirai sans autre avis l'Agence de recouvrement et d'intermédiation des pensions alimentaires (ARIPA) et/ou un commissaire de justice afin d'engager une procédure de paiement direct, dont les frais seront à votre charge. Je vous rappelle également que le fait de ne pas payer intégralement une pension alimentaire pendant plus de deux mois constitue le délit d'abandon de famille, puni par l'article 227-3 du Code pénal de deux ans d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Je reste disposé(e) à examiner une proposition d'échéancier écrite, à condition qu'elle me parvienne dans le même délai.

Je vous prie d'agréer, [Madame / Monsieur], mes salutations distinguées.

[Signature]

Pièce jointe : RIB.

Variante convention : remplacer le 1er paragraphe par « convention de divorce par consentement mutuel signée le [date], déposée au rang des minutes de Maître [nom], notaire à [ville], le [date] ». Conservez une copie, la preuve de dépôt et l'avis de réception.